



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Vendeuvre
<u>Captage(s) :</u>	Forage (Jurassique supérieur captif) : «La Roche»
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP de VENDEUVRE

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 10/07/1998
Arrêté de DUP : **25/05/2000**
Inscription aux Hypothèques : 07/07/2000

Pièces jointes à ce document :

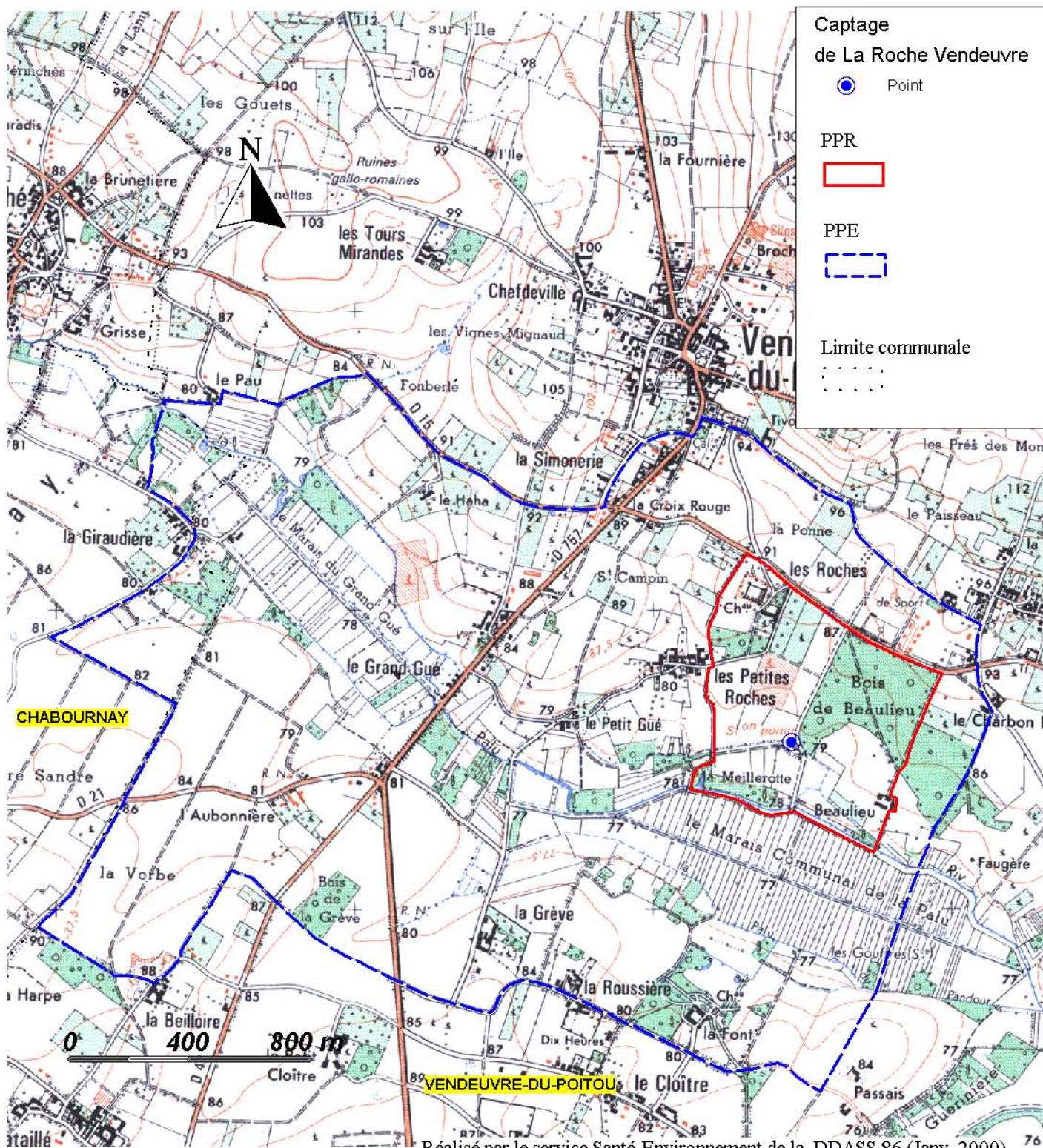
- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté préfectoral de DUP

Commune de Vendeuve

Périmètres de protection du captage de La Roche Vendeuve

Maître d'ouvrage : SIAEP VENDEUVRE

Gestionnaire : SIVEER



**PREFECTURE DE LA REGION
POITOU-CHARENTES
PREFECTURE DE LA VIENNE**

PROJET D'ARRETE N° 2000/DDAf/SFEE - 254

en date du 25 MAI 2000

Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt

autorisant le prélèvement des eaux du captage de « Roche »
situé sur le territoire de la commune de Venduvre-du-Poitou
par le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable
(S.I.A.E.P.) de Venduvre-du-Poitou et portant déclaration
d'utilité publique des travaux relatifs à l'exploitation et à la
distribution de ces ressources en eau destinées à la
consommation humaine, et de la dérivation de ces eaux
souterraines.

**le préfet de la région Poitou-Charentes,
préfet de la Vienne,**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le code rural dans sa partie ancienne, notamment l'article 113 du code rural sur la dérivation
des eaux non domaniales, d'une source ou d'eau souterraine,

VU le code de la santé publique notamment les articles L 20 et L 20-1,

VU le code de l'urbanisme, notamment son article R 126-1,

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte
contre leur pollution,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment les articles 8 et 10,

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à
la loi du 16 décembre 1964,

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation
humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment les articles 4 et 5 ;

VU le décret 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire
des usages de l'eau,

VU le décret 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration,

VU le décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à
autorisation ou à déclaration notamment l'article 2,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories,

VU le règlement sanitaire départemental,

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Vendeuve-du-Poitou en date du 13 mars 1997 demandant l'autorisation de dériver les eaux souterraines du captage de " La Roche " commune de Vendeuve-du-Poitou, portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce forage,

VU l'avis de réception du dossier délivré le 25 mars 1999 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

VU l'arrêté préfectoral n° 99-D2/B3/233 du 14 juin 1999 prescrivant, du 6 au 27 septembre 1999, sur la commune de Vendeuve-du-Poitou, des enquêtes conjointes :

- préalable à l'autorisation de prélever des eaux souterraines
- préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux, en vue de la détermination des périmètres de protection et de l'instauration de servitudes de protection des captages
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes,

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 10 mars 2000 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur,

Considération l'absence d'observations de M. le président du S.I.A.E.P. de Vendeuve-du-Poitou sur le projet d'arrêté,

SUR proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article 1 -

A) - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P. consistant en :

- le forage de " La Roche ", commune de Vendeuve,
- la création des périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine à partir de ce forage.

B) Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du captage de « la Roche », commune de Vendeuve-du-Poitou.

SECTION 1 - DERIVATION DES EAUX

Article 2 - Le S.I.A.E.P. est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le forage exécuté sur le territoire de la commune de Vendevre, et ce pour une durée de 30 ans.

Article 3 - Le volume à prélever par pompage par le forage ne pourra excéder 65 m³/heure (soit 1300 m³/jour en pointe).

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur le rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Article 4 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le syndicat à l'agrément du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Article 5 - Conformément à l'engagement pris par le comité syndical dans sa séance du 13 mars 1997, le syndicat devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION

Article 6 - Il est établi autour de l'ouvrage du forage trois périmètres de protection dans les limites indiquées par l'hydrogéologue agréé, et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux ;

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

Article 6.1 - Périmètre de Protection immédiate

Il concerne la parcelle n° 1550, section F, feuille n° 3, commune de Vendevre du Poitou.

Le forage, les bâtiments d'exploitation (y compris la station de traitement) et une bâche de reprise sont implantés sur cette parcelle.

Les terrains sont acquis en toute propriété par le syndicat, clos, protégés contre les eaux extérieures. L'espace enclos devra être aplani et maintenu hors d'eau en toute saison. Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion des points d'eau y seront interdits.

Une infiltration a été observée dans le forage. Des doutes peuvent donc être émis sur l'état de l'équipement du forage. Par conséquent, il est demandé de réaliser un contrôle par caméra vidéo de l'état de l'ouvrage et de consulter ensuite, un hydrogéologue agréé pour valider le programme de travaux à envisager. Cette opération devra être engagée dans un délai d'un an.

Article 6.2 - Périètre de protection rapproché

Il couvre une superficie de 50 ha environ.

Il comprendra 86 parcelles, réparties comme suit :

→ Commune de Venduvre-du-Poitou

Section F - feuille n° 3

- ♦ Les Roches : parcelles n° 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 290, 292, 294, 295, 296, 1550, 1551, 1610, 1612, 1613, 1633 et 1634
- ♦ Bois de Beaulieu : parcelles n° 297 et 298.
- ♦ Beaulieu : parcelles n° 300, 301, 302 et 303.
- ♦ Près de Beaulieu : parcelles n° 317, 318, 319, 320, 321, 322 et 323.
- ♦ Meillerotte : parcelles n° 333, 334, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 1269, 1630, 1631 et 1632.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre. Les activités sont détaillées ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques au tableau avant mentionné.

→ ACTIVITÉS INTERDITES

1. La réalisation de forages ou de puits, sauf pour des besoins d'eau potable en substitution ou en alternance avec le présent forage.
2. L'ouverture et l'exploitation de carrières.
3. L'ouverture d'excavations autres que les carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations.
5. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

10. Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11.
15. L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage et de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire.
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
20. Le déssouchage complet est interdit, en revanche l'exploitation du bois est autorisée.
21. La création d'étang est interdite. Concernant les étangs et trous d'eau existants (vus lors des visites), à l'ouest du captage, il convient de veiller à l'application stricte de la réglementation (voir le règlement sanitaire départemental).
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes.

→ ACTIVITES REGLEMENTEES

4. Admis uniquement avec des matériaux physiquement et chimiquement inertes, non solubles et biologiquement non polluants. Le recours à des matériaux peu perméables est conseillé.
6. Pour des bâtiments à usage d'habitation, les autorisations de construire seront limitées aux constructions sans sous-sol et accordées de préférence quand il sera possible de relier les constructions au réseau de collecte et d'évacuation des eaux usées. Sinon, les autorisations seront accordées dans le cadre d'un habitant dispersé sur des parcelles de grandes dimensions (un minimum de 2000 m² pourrait être envisagé). Les filières d'assainissement autonome seront choisies et dimensionnées conformément à la réglementation en fonction des capacités d'absorption et d'épuration du sol après intervention d'un bureau d'études spécialisé. Aucune infiltration d'effluent ne pourra être envisagée sans épuration préalable convenable.
7. Admise uniquement pour compléter la collecte des eaux usées des constructions du périmètre. Les conduites devront être étanches et leur étanchéité régulièrement contrôlée.
9. Interdites à l'échelle industrielle, admises à des fins domestiques pour des quantités correspondant au plus à des besoins annuels, en réservoir étanche, aérien. Conformément à l'arrêté du 26 février 1974, dans les habitations à usage individuel ou collectif et dans leurs dépendances, dans les exploitations agricoles, les éventuels stockages d'hydrocarbures doivent être non enterrés, en plein air ou dans un bâtiment ; si le stockage dépasse 120 litres mais n'excède pas 1500 litres ... les réservoirs doivent être implantés dans une cuvette étanche, incombustible et d'une contenance au moins égale à la capacité de stockage...
11. Strictement limité aux quantités annuelles nécessaires aux exploitations agricoles,
 - sur aire ou fosse étanche avec bac de récupération étanche dont la capacité sera au moins égale au volume de produits stockés,
 - à une distance minimale de cinquante mètres de tout point d'eau (notamment du captage).
12. Sur fond ou en réservoir étanche avec dispositif de récupération des liquides d'égouttage et à une distance minimale de cinquante mètres de tout point d'eau (notamment du captage).

13. N'est admis, après épuration convenable rigoureusement conforme au règlement sanitaire départemental, que pour les eaux usées domestiques des éventuelles constructions comprises dans le périmètre et ne pouvant être raccordées au réseau de collecte et d'évacuation des eaux usées. Dans ce cadre, la conformité des installations d'assainissement autonome existantes (filière de traitement et raccordement de tous les rejets - arrêté du 6 mai 1996) devra être contrôlée.
19. Admis pour les troupeaux de faible densité.
22. La construction de nouvelles voies doit être proscrite. Toute modification des voies existantes devra prendre en compte l'impact prévisible sur le captage. L'avis d'un hydrogéologue agréé sera demandé.

→ REGLEMENTATION GENERALE

Toutes les autres activités non énoncées ci-dessus seront réglementées par la législation générale existante ou future.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique ...) devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

Article 6.3 - Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du conseil départemental d'hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

Article 6.4 - Périmètre de protection éloignée

Surface : 6 km² environ.

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre avec le souci de la protection de la ressource. Les différentes autorisations administratives devront se fonder sur un avis géologique et prescrire toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des eaux.

Il est rappelé qu'en application du règlement sanitaire départemental les épandages sont interdits à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ainsi qu'aux orifices karstiques (avens, gouffres) visibles ou susceptibles d'être découverts. Ces orifices devront figurer sur les plans d'épandage avec l'interdiction d'épandage de 35 mètres.

Article 7 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 8 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt, soumis à autorisation préfectorale conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au préfet du département concerné en précisant :

- La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par le géologue officiel, aux frais du S.I.A.E.P.

- L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.
- Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.
- Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6.2 du présent arrêté pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

Article 9 - Le président du S.I.A.E.P. est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 10 - SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

Article 11 - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois) ainsi qu'à la finalité de la mise à jour du plan d'occupation des sols (délai maximal 3 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX

Article 12 - Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé public et le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié.

Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 - INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé en mairie de Venduvre-du-Poitou, un extrait sera affiché pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) 20 rue de la Providence - BP. 537 - 86020 Poitiers Cedex -

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Article 14

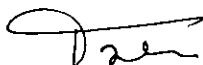
Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification.

Article 15 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le maire de la commune de Venduvre, le Président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Venduvre-du-Poitou, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

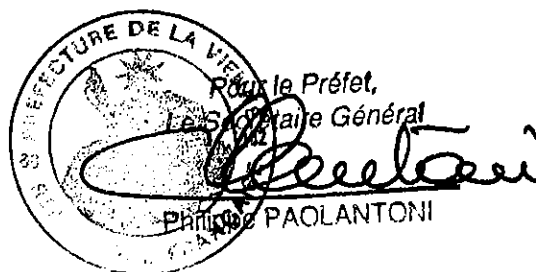
Poitiers, le 25 MAI 2000

Pour ampliation
Poitiers, le - 2 JUIN 2000
L'Ingénieur en Chef
Directeur Départemental
de l'Agriculture

L'Attachée Administrative,



Anne-Michèle FRETIER



Commune : Vendevre
Syndicat : S.I.A.E.P. de Vendevre

Point d'eau : les Roches
date : juin 1998

Périmètres de protection Tableau des prescriptions

N°	Definition des activités	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation générale	Réglementation spécifique	Réglementation générale
1	La création de forage ou de puits	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières et de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que les carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisation	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X			X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique		X			X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15			X		X
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage et de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X				X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X			X
20	Le débouement	X				X
21	La création d'étang	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
24						